

Uni.e.s pour les services publics !

Les services publics, un bien commun !

Depuis la Libération, la France s'était dotée d'un ensemble de services publics remarquables, faits à la fois d'administrations publiques (impôts...) et d'entreprises publiques (SNCF...), auxquels collaborent des personnels de statuts divers, fonctionnaires le plus souvent (enseignants, policiers...), mais aussi professionnels libéraux (avocats, médecins...).

Les statuts des salarié.e.s de la fonction publique ou des entreprises publiques permettent aux agents de réaliser pleinement leurs missions, ils ont un sens et ne sont pas des « privilèges ».

Les services publics sont précieux car ils permettent à tous et à toutes (quels que soient leur sexe, leur origine, leur lieu d'habitation, leurs moyens financiers...) un même accès aux soins, à la justice, à l'énergie, à l'éducation, aux transports... Ils contribuent à assurer une certaine égalité entre les individus et les protègent face aux crises sociales et risques de la vie. Ils sont l'expression de la fraternité et de la solidarité entre les êtres humains. Ils sont notre bien commun.

Un gouvernement de combat contre les services publics !

Après plusieurs années de lente remise en cause, et après l'attaque du privé avec la loi travail, les services publics sont aujourd'hui gravement menacés de démantèlement par le gouvernement Macron/Philippe :

- 120 000 suppressions de postes annoncées (dont 70 000 dans la territoriale)
- Réforme du transport ferroviaire qui vise à privatiser la SNCF
- Sélection à l'université ; hausse du coût des études supérieures ; privatisation de l'orientation
- Manque de postes dans les hôpitaux publics et les EHPAD
- Fermeture de tribunaux et accès à la justice plus difficile et coûteux
- Projet de privatisation de l'énergie
- Loi d'asile et accueil des immigrés
- Projet CAP 22 dont le but est de supprimer le statut de la fonction publique, de supprimer ou de transférer au privé un certain nombre de missions

Ces attaques vont peser encore plus lourdement sur les populations les plus vulnérables mais aussi sur les classes moyennes car le désengagement public signifie qu'il appartiendra demain à chacun de payer seul des prestations délivrées aujourd'hui gratuitement ou à bas coût par le service public. Dans le « chacun pour soi », seuls les riches s'en tirent ! Les attaques contre les services publics participent également des attaques contre les droits des femmes : en effet, lorsque les services publics sont dégradés, les femmes assurent gratuitement des missions essentielles (garde des enfants, soins aux personnes âgées...)

Malgré les mobilisations qui se développent (cheminot.e.s, hôpitaux, EHPAD, énergie, étudiant.e.s, retraité.e.s, magistrat.e.s, etc), Macron reste sourd à toutes les revendications et propositions et poursuit sa politique de destruction des services publics.

Uni.e.s pour les services publics !

C'est pourquoi nous avons décidé de constituer un collectif dans la région havraise, avec toutes celles et tous ceux qui le souhaitent : organisations syndicales, partis et mouvements politiques, associations, usagers du service public, agents de la fonction publique, salariés ou privés d'emploi, professionnels libéraux, citoyens affirmons notre engagement pour la défense et le développement des services publics en France en général et au Havre en particulier.

Les objectifs de notre regroupement sont :

- Informer la population de la nécessité de maintenir et améliorer les services publics
- Soutenir les luttes locales dans les services publics et les populariser

Nous invitons l'ensemble de la population de l'agglomération havraise à nous rejoindre pour en discuter.

Signataires Havrais : FSU, ENSEMBLE !, France Insoumise, NPA, PCF, ON EN A GROS,

 : pourleservicespublics@gmail.com